

Soudan : les Janjawids (RSF) au pouvoir - Des milices qui tuent, violent, volent et pillent depuis 2003

jeudi 20 juin 2019, par [SUDEFA](#) (Date de rédaction antérieure : 10 juin 2019).

Après plusieurs mois de contestation, le dictateur Omar Al-Bachir a été remplacé par un Conseil Militaire, présidé par Burhan et Hemetti. Les massacres qui ont commencé il y a une semaine dans la capitale sont perpétrés par les Janjawids, qui sont coupables de génocide au Darfour et dans d'autres régions depuis vingt ans.

Sommaire

- [Qui sont les Janjawids ?](#)
- [Comment sont financés les](#)
- [Les Janjawids : manipulation](#)
- [Les Janjawids au pouvoir \(...\)](#)

Qui sont les Janjawids ?

Les Janjawids, ce sont littéralement les « diables à cheval ». Ce mot est apparu dans les années 2000 au début de la guerre au Darfour, lorsque les forces de l'Armée Populaire du Soudan (SLA) ont progressé dans plusieurs villes comme la ville d'Al-Fashir. Le gouvernement d'Omar Al-Bachir a appelé les tribus arabes à défendre et arrêter la progression des forces rebelles. Il a donc armé des groupes d'hommes de ces tribus pour contrôler la région et lutter contre les forces rebelles.

Les Janjawids viennent donc des tribus arabes, et une partie d'entre eux sont étrangers, majoritairement originaires du Tchad, du Niger et du Mali. Par exemple, une vidéo montrant un homme tchadien décrivant son implication avec les RSF au Yémen puis à Khartoum, et divers témoignages [\[1\]](#) de civils qui ont survécu ont prouvé cette origine géographique d'une partie des RSF, alors que leur chef et le gouvernement soudanais nie cela depuis toujours.

Le peuple soudanais continue de les appeler « janjawids », bien que cette appellation ne soit pas reconnue par le gouvernement. Leur autre nom, c'est les « Forces de Soutien Rapide » (RSF, en arabe qawat al-dam al-sari).

Après sa création, le gouvernement ne voulait pas reconnaître qu'il était à l'initiative des Forces de Soutien Rapide. Après 2008, il reconnaît finalement l'utilisation de ces forces dans la « pacification » de la région du Darfour, pour « arrêter le chaos, protéger le peuple et protéger les institutions ». En 2014, dans un effort de régularisation de ces forces par le gouvernement, elles sont rattachées au puissant NISS (Service National de Sécurité et de Renseignement). Ils sont donc officiellement une

milice paramilitaire mobile, associée au Service de Sécurité national, sous leur nom officiel « RSF ».

Cette milice, majoritairement issue des milieux ruraux de l'Ouest du Soudan, a des liens forts avec le gouvernement tchadien et avec le gouvernement soudanais. Le président tchadien Idriss Déby a par exemple épousé la fille de Moussa Hilal, le chef des Janjawids à l'époque du génocide au Darfour dans les années 2000.

Moussa Hilal dirigeait la Brigade du Renseignement aux Frontières au Nord du Darfour, qui est une force janjawid spéciale mobilisée dans cette zone. Il a aussi été ministre des Affaires Fédérales soudanaises en 2008. Il est le symbole des atrocités commises au Darfour et il est recherché pour ses crimes devant le Cour Pénale Internationale. Ces forces étaient connues pour être « prêtes, rapides, brutales ».

Ali Osman Taha était Vice-Président du Soudan de 2005 à 2013. Il a nommé Moussa Hilal à la tête des forces janjawids pour recruter et commander ces forces.

Les Janjawids sont issus des tribus arabes du Soudan, par exemple Moussa Hilal est originaire de la tribu des Baggara (tribu arabe qui s'occupe des vaches, d'où leur nom) ; Hemetti est originaire Al-Abala de la ville d'Ad Dein, une autre tribu arabe qui s'occupe des chameaux. A l'origine, les forces janjawids ont été créées à Al-Misteriha, une ville qui se situe au Nord du Darfour.



Burhan et Hemetti, « généraux du sang » - sous-titre : le Massacre de la Place d'Al-Qyada. / Réseaux sociaux.

Les Janjawids tuent, volent et pillent depuis 2003. Il n'y a pas de chiffre exact, Omar Al-Bachir a dit un jour que le nombre de morts s'élevait à 500 000 personnes dans une interview sur la chaîne d'Al-Jazeera, mais le chiffre réel est sûrement beaucoup plus élevé. D'autres sources parlent de 3 millions de mort et des milliers de blessés, et plusieurs millions de déplacés.

Les Janjawids ont utilisé le viol comme arme de guerre, en violant systématiquement les femmes lors des attaques des villages. Ils brûlaient toutes les maisons et les fermes, tuaient les hommes et les enfants. Leur mode opératoire est connu de tous : ils arrivent à chevaux ou en pick-up, rasant le village en quelques heures, avec des avions militaires, des hélicoptères, qui surveillent l'opération. Lors de ces attaques, quelques personnes rescapées arrivent à fuir le village en suivant par exemple les Wadi (cours d'eau) et se cacher ou rejoindre des camps. Ils sont souvent rattrapés par des groupes qui attendent plus loin. Les déplacés se retrouvent massivement dans des camps dans tout le pays, et dans d'immenses bidonvilles autour des villes, où les Services de Sécurité et les Janjawids continuent de leur faire vivre un enfer.

Les principales victimes des Janjawids sont la population Fur, ainsi que les populations Massalit, Zaghawa et d'autres tribus dites « africaines » ou « non-arabes », dont la population a été décimée et déplacée en grande partie. Les Janjawids sont accusés de génocide contre ces populations.

Pendant son séjour au Darfour en tant que dirigeant de l'Armée au niveau de Jebel Marra, Burhan a dit « je suis le Dieu des Fur, j'ai le droit de vie ou de mort sur eux ». Il est actuellement à la tête du Conseil Militaire qui dirige le pays.

Comment sont financés les Janjawids ?

Au début, leurs revenus étaient surtout sous la forme de salaires directs du gouvernement.

Ali Osman Taha, Ahmed Haroun et Khalifa Kushayb (région de Jebel Al-Nuba et Nil Bleu) sont les trois personnes clés, avec d'autres personnes du gouvernement très puissantes, qui ont organisé le financement de ces forces. Les RSF dépendaient financièrement du gouvernement.

On en a la preuve parce que Ali Osman Taha a expliqué réserver une partie du budget du gouvernement pour les Forces de Soutien Rapide. On sait aussi qu'Achmed Haroun, qui était Ministre de l'Intérieur, a participé au financement des Janjawids. Il menace les manifestants depuis décembre 2018 en leur disant que les RSF sont plus forts et promet une répression féroce pour mettre fin au « chaos ». Il est accusé d'avoir donné l'ordre aux milices de tuer, violer et torturer les civils, et d'avoir commandité plusieurs attaques sur des villages et villes à l'Ouest du Darfour, et notamment les massacres de population Massalit. Il est aussi accusé d'avoir forcé le déplacement de 20 000 personnes à l'été 2003, et d'avoir dit que « tous les enfants des Fur étaient des rebelles ». Il est actuellement maire de la ville d'Al-Obeid.

Un des slogans des manifestations récentes disait « Ali Osman, espèce de lâche ! Nafi Ali Nafi, t'es inutile (ma nafi) ». Pour les manifestants, ceux qui dirigent et financent les Janjawids sont des criminels qu'il faut faire chuter comme Al-Bashir.

Après 2010, après l'affaiblissement économique du gouvernement, les Janjawids ont trouvé d'autres sources de revenus, comme les mines d'or dans la région du Darfour, autour de Jebel Amir. Ils récupèrent aussi de l'argent dans la guerre du Darfour, par exemple en attaquant Tawila, Korma et Kutum, ils ont volé l'argent et les biens, ainsi que le bétail et les récoltes des habitants, parce qu'il y avait beaucoup de richesses. Ils attaquaient ces lieux à la fois à des fins de nettoyage ethnique et à des fins économiques : certaines populations Fur avaient des terres, du bétail, et c'était des cibles faciles et rentables pour les Janjawids.

Après les attaques de village, les Janjawids récupèrent des terres et des maisons, s'installent et occupent les zones qu'ils vident. Des dirigeants des mouvements rebelles (comme le mouvement SLA) appellent aujourd'hui à chasser ces personnes, dont beaucoup de membres des Janjawids, qui ont été implantés dans les villages d'origine des tribus massacrées et déplacées. Ils dénoncent un remplacement ethnique (tribus arabes qui remplacent les tribus Fur et Massalit), qui empêche un retour des populations à leurs terres et installe durablement des forces pro-gouvernementales pour contrôler la région.

Les Janjawids, déguisés sous le nom RSF et reconnus comme force paramilitaire, ont aussi tiré profit de la guerre au Yémen. L'Arabie Saoudite a fait pression sur le gouvernement soudanais pour envoyer des troupes au Yémen et participer à la guerre. Des troupes de Janjawids ont ainsi été déployées au Yémen et ont reçu pour cela de l'argent et des armes de la part des Emirats Arabes Unis et de l'Arabie Saoudite. Grâce à cette implication militaire dans le conflit à partir de 2015, leur

influence et leur pouvoir a beaucoup grandi au Soudan. Ils sont devenus mieux organisés et grâce à ces changements, de nombreux jeunes les ont rejoint, en particulier des jeunes de tribu arabe.

La milice recrute grâce à deux facteurs : les salaires des membres de la milice sont relativement élevés et peuvent offrir une source de revenus pour la famille, alors les jeunes les rejoignent ; et ils recrutent énormément d'enfants soldats [2] en convaincant les familles.

Le gouvernement soudanais a alors déclenché un effort médiatique pour changer l'image des RSF. Ils ont nommé un porte-parole, et ont tenté de présenter ces forces comme une force armée régulière et nationale. Les Janjawids se sont alors installés dans les casernes et camps militaires des grandes villes, avec les soldats de l'Armée, par exemple à Nyala, Al-Fashir, ou encore Zalingei. Des membres des RSF de retour du Yémen ont dit que les enfants représentaient environ 40% des troupes soudanaises. Ce sont souvent des missions de 6 mois, ensuite les hommes reviennent au Soudan et participent aux missions du gouvernement. Ils ne reçoivent presque aucune formation (1 mois et demi environ, une formation physique basique et manipulation des armes) ; ils sont donc envoyés en première ligne au Yémen, pour servir de bouclier humain. Les Forces de Soutien Rapide sont aussi responsables de massacres de population Houthi au Yémen, dont des meurtres arbitraires de civils et d'enfants.

Même si les RSF sont composés de plusieurs communautés arabes, il y a aussi une hiérarchie interne. Ils sont dominés par la tribu des Rizeigat. Ceux qui ne sont pas de cette tribu sont prioritaires dans les envois au Yémen, et sont affectés aux postes les plus bas, selon la hiérarchie raciste utilisée par le gouvernement. Au contraire, une grande partie des chefs des RSF sont des Rizeigat.

Mohamad Hamdan Dogolo, dit « Hemetti », a été recruté par le gouvernement soudanais pour diriger les opérations dans la zone de Nyala, et ses hommes, issus de la tribu arabe des Rizeigat, ont été armés par Omar Al-Bashir. Il est monté en puissance après 2013 : jugeant que Moussa Hilal prenait trop d'indépendance, le régime d'Al-Bashir l'a remplacé par Hemetti.

Et leurs armes ? Les armes russes et belges ont été vendues au gouvernement qui les a distribuées aux milices. A partir de 2004, plusieurs dizaines de tanks et avions de bombardement ont été achetés à la Chine [3], le matériel militaire chinois étant le plus abordable pour le gouvernement soudanais. La Chine a aussi construit pour le gouvernement soudanais des usines d'armement autour de la capitale Khartoum, dont seraient issu la plupart des balles et munitions utilisées dans la guerre au Darfour et la répression des manifestants. La Chine est aujourd'hui le principal vendeur d'armes au Soudan [4], en fournissant majoritairement des tanks, des avions et des camions. Ces camions chinois ont été utilisés par exemple pour transporter et entasser les habitants de Wadi Saleh et des villages autour au Darfour pour les fusiller par la suite. La Chine y gagne aussi des intérêts dans l'exploitation du pétrole soudanais et dans son accès au marché local [Idem.]].

Au Darfour, ou au Nil Bleu, Kordofan et Jebel Al-Nuba, les Janjawids restent parqués autour des camps de réfugiés et autour des villes, ils violent les femmes qui sortent du camp, notamment les femmes qui vont chercher du bois, attrapent les hommes qui entrent ou sortent des camps ou des villes pour les interroger ou les menacer. Ils entrent aussi parfois directement dans les camps, comme au camp de Kalma à côté de Nyala, ou au camp de Zam-Zam à côté d'Al-Fashir, sous forme de commandos, à la recherche d'hommes ou d'armes. Ils y sèment la terreur le temps de l'attaque. Lorsqu'il y a des manifestations de déplacés, ils tuent des dizaines de personnes et arrêtent des centaines d'autres. Certains habitants disparaissent en pleine nuit, et sont conduit en prison avec la complicité des Services de Sécurité.

Ils attaquent aussi les villages qui se trouvent autour de grandes villes comme Al-Fashir, en

procédant de manière totalement arbitraire et très violente. Ils arrivent avec des véhicules de type Land Cruiser, portent des vêtements marron, comme les membres du NISS, et des turbans qui cachent leur visage. Ils ont des fouets, des bâtons et des armes lourdes, dont des mitraillettes sont installées à l'arrière des Land Cruiser.

Ils sont connus pour avoir perpétrer des viols collectifs de femmes et filles en 2015 à Tabit ou Golo au Darfour, avant de les tuer et les jeter dans une fosse commune. Ils ont brûlé des milliers de villages, l'ONU parle de 3000 villages « rayés de la carte » mais les chiffres sont sûrement plus élevés.

Une de leur source de revenus est aussi le racket et les taxes qu'ils prennent auprès des véhicules de transport commercial et convois de déplacés sur la route entre Al-Fashir et Khartoum. Si les véhicules ou les convois refusent de payer les taxes, ils font intervenir des groupes pour les agresser, voler les produits et chargements des camions. Mais les véhicules n'ont pas le choix parce que c'est la seule route principale qui permet de rejoindre l'Ouest à la capitale.

L'Union Européenne et ses Etats membres multiplient les accords de partenariat avec le Soudan [5], notamment l'accord appelé « processus de Khartoum » en 2014, renforcé par l'accord de 2015. Dans le contexte de la crise économique du Soudan suite à la séparation du Soudan du Sud et la perte de l'essentiel des revenus pétroliers, le soutien européen au contrôle des frontières, qui passe par des financements et équipements importants, est une aubaine pour le régime de Khartoum. Ces financements et équipements, destinés à la police, sont captés par les Janjawids, qui sont chargés du contrôle de la frontière libyenne. Hemetti a déjà dit à plusieurs reprises qu'il exécutait simplement la politique de l'Union Européenne « contre le trafic humain » [6], en encourageant aussi l'UE à « récompenser ses efforts » en allouant encore plus de moyens. Même si l'UE nie tout soutien direct aux milices, plusieurs rapports, par exemple le rapport de Suliman Baldo en anglais appelé « Border Control From Hell » [7], montre que les fonds, le matériel informatique, véhicules, et autres équipements, sont captés les RSF via leur collaboration avec la police et les Services de Sécurité. Une part importante du partenariat entre l'UE et la police soudanaise consiste à renforcer les patrouilles à la frontière, à la fois à l'Est et au Nord, frontières par lesquels transitent les migrants soudanais, mais aussi les érythréens, les éthiopiens, et de nombreuses autres personnes [8]. En 2015, le Sommet de la Valette a poursuivi ce processus, avec des plans de « prévention de migration irrégulière » et de « lutte contre le trafic d'êtres humains ». RSF est la principale force mobilisée aux frontières, que le gouvernement utilise pour mettre en œuvre les objectifs politiques de l'UE, poursuivant ses actes de terreur et de chaos contre la population et contre les migrants. Les Janjawids se retrouvent donc avec un budget spécial, qui renforce leur pouvoir.



Hemetti grimant les marches du pouvoir dans le sang. / caricature sur les réseaux sociaux.

Les Janjawids : manipulation des conflits ethniques dans la guerre

Selon la situation, les Janjawids, qui sont une force très mobile, sont envoyés partout dans le pays, et

notamment dans la région du Nil Bleu, Jebel Al-Nuba et au Kordofan, où ils terrorisent les civils et se rendent coupable de vols, viols, massacres et persécutions. En 2013 à Damazin, en 2018 à Kassala, tous les civils de ces régions sont accusés, notamment en raison de leur origine d'ethnique de soutenir ou de participer dans les forces rebelles, notamment SLA (Armée de Libération du Soudan), SPLM (Mouvement de Libération Populaire du Soudan) ou JEM (Mouvement Justice et Egalité), selon les régions. Les habitants du Nil Bleu sont par exemple accusés d'appartenir au mouvement SPLM parce que leur chef Malik Agar vient de cette région.

Le gouvernement a utilisé les Janjawids pour accentuer la division entre des tribus dites « arabes » et tribus dites « africaines », qui trouve son origine dans les années 80 dans les conflits locaux entre agriculteurs et nomades. Cette division ethnique a été manipulée politique par le gouvernement pour légitimer son pouvoir et le renforcer. Ils traitent les populations « africaines » de populations « esclaves », « sous-hommes », « infidèles », et s'ils ne les tuent pas, les torturent, les amputent et les humilient, en rasant par exemple leurs cheveux.

Les Janjawids au pouvoir et le massacre de Khartoum

Avec la mobilisation de décembre 2018 qui a mené à la chute d'Al-Bashir, c'est la première fois que les RSF sont entrés massivement à Khartoum pour réprimer les manifestations et l'occupation de la place Al-Qyada. Le chef des RSF Hemetti a été nommé Vice-Président du Conseil Militaire, présidé par Burhan.

Il est resté assez discret au début, et une partie du peuple soudanais est resté optimiste face à sa nomination, étant peu connu des personnes extérieures aux régions de conflit armé. Mais en quelques semaines, il s'est révélé et a ordonné à ses forces de terroriser et disperser par la force les manifestants de la place d'Al-Qyada. Hemetti et ses hommes n'ont aucun lien avec la jeunesse des villes, et surtout la jeunesse de classe moyenne de Khartoum, la plupart d'entre eux viennent de milieux ruraux et n'ont pas eu beaucoup d'accès à l'école et à la ville. L'écart se voit dans les attaques récentes. Pour certains d'entre eux, c'est la première fois qu'ils vont en ville, qu'ils voient des portables modernes, et ils ont été pris en photo dans la capitale en train de jouer dans des parcs pour enfants et en train de danser et chanter dans les rues après les massacres [9].

Certains groupes isolés des RSF avaient tenté au mois de mai de disperser la place, mais n'avaient pas réussi à cause des barricades et de l'organisation des manifestants. Le 13 mai, ils ont tué 4 manifestants et fait une trentaine de blessés. Ils ont tiré par balles. Les manifestants ont clairement identifié les assaillants comme les Janjawids.

Après ces événements, Burhan, président du Conseil Militaire, avait promis d'« ouvrir une enquête » contre les membres du RSF responsables des meurtres. Mais les Forces de Sécurité ont alors arrêté de manière arbitraire 6 militaires d'origine darfourie, les ont obligé à avouer devant les caméras de la télévision nationale, et les ont emprisonné, alors même que certains d'entre eux ne se trouvaient pas dans le quartier de l'attaque au moment des faits. Le mensonge a été dénoncé avec beaucoup de colère sur les réseaux sociaux.

Plusieurs autres attaques ont été conduites par les membres des RSF autour des points d'entrée de la place, surtout aux alentours du 25 mai, en tuant de nombreuses personnes, en blessant et en arrêtant d'autres. Le gouvernement a justifié ces attaques (et les a reconnues officiellement) en disant que l'endroit de « Columbia » au niveau de l'entrée derrière l'Université de Khartoum, était occupé par des prostituées et trafiquants de drogue.

Le jour du 29 Ramadan (le 2 juin), des colonnes de véhicules des RSF sont entrées dans la capitale,

avec des voitures des services de sécurité, ils ont écarté les policiers et militaires récalcitrants. Ils représentaient un convoi de plus de 10 000 membres, envoyés à la capitale depuis toutes les régions du Soudan.

Ils ont commencé à tirer des balles dans la foule, vers 6h du matin, brûler les tentes sur la place, arrêter les manifestants en les jetant dans des pick-ups. Ils ont utilisé les bâtiments de l'Université de Khartoum et ceux de la mosquée pour enfermer les gens pendant 3 jours, sous la torture et les coups. Certains sont morts dans des conditions horribles pendant cette détention. Les personnes qui ont survécu à ces trois jours de détention ont donné des témoignages glaçants sur les traitements qu'ils ont subi. De nombreuses autres personnes sont mortes par balle, ou ont été blessés. Les Janjawids ont violé des dizaines de femmes, et ont essayé d'en violer des dizaines d'autres. Les vidéos ont été publiées sur les réseaux sociaux. Une photo circule également où l'on voit un homme armé qui aligne sur son bâton les culottes arrachées des femmes qu'il a agressées, comme un trophée de guerre.

Selon les personnes sur la place d'Al-Qyada, des corps ont été brûlés sur la place, d'autres ont été jetés dans le Nil. En fin de semaine, les corps sont sortis à la surface de l'eau, et les manifestants ont tout mis en œuvre pour récupérer les corps et les enterrer. En une journée le 2 juin, plus de 500 personnes ont été blessées parmi les habitants d'Omdurman et Khartoum. Les personnes étaient frappées, abattues, laissées pour mortes en pleine rue. Ceux qui essayaient d'aller les chercher et les transporter sous les balles étaient abattus froidement aussi.

Les RSF sont entrés dans d'autres quartiers de Khartoum et d'Omdurman, en s'attaquant à tous les civils au hasard. Ils ont détruit les magasins, les pharmacies, et les voitures en semant la terreur. Des gens sont morts dans leurs maisons à cause des balles perdues. Ils arrêtaient des enfants et les obligeaient à se suicider devant leurs frères et sœurs.

Ils sont entrés dans les hôpitaux, en frappant les médecins et en les menaçant de mort s'ils soignaient des manifestants, en violant toutes les femmes, et en abattant les blessés. Ils ont arrêté les opposants, comme Yasser Saïd Arman, dirigeant d'une branche du SPLM. Les membres du bureau de l'Association des Professionnels Soudanais sont cachés depuis lundi dernier.

Le lendemain du massacre, le Conseil Militaire a annoncé l'annulation de tous les accords et avancements des négociations faites précédemment avec l'Association des Professionnels Soudanais et a suspendu toute négociation. Il a annoncé les élections en 2020, dont on connaît déjà l'issue si elles sont contrôlées par Burhan et Hemetti.

Les Soudanais continuent à manifester, ferment les routes et les rues, érigent des barricades en brûlant des pneus, la capitale ressemble à une scène de guerre civile.

Le 7 juin, le bilan officiel était à 111 morts en quelques jours [10], et plus de 500 blessés. Parmi les morts, de nombreux acteurs de la société civile, des étudiants, artistes ou jeunes intellectuels qui étaient au rassemblement.

Hemetti et les « kizan » (hommes du gouvernement ou collaborateurs) n'ont pas peur du ridicule. Suite aux événements, Hemetti a fait un discours grotesque dans lequel il dit : « les Forces Rapides ne sont pas responsables des événements. Des groupes de civil se sont habillés comme les Forces Rapides, ont pris leurs voitures et ont attaqué les manifestants. Je vous jure que nos Forces n'ont tué personne ».

Le gouvernement a maintenant coupé tout accès Internet. Le VPN ne marche plus et les contacts avec les Soudanais sur place sont très difficiles. Les groupes de transition démocratique ont appelé à

la grève générale cette semaine pour faire pression sur le gouvernement.

Les Janjawids, déguisés sous le nom de Forces de Soutien Rapide, contrôlent désormais le pays, et sont une force puissante, incontrôlable et sanguinaire. Les Janjawids sont habitués depuis vingt ans à faire usage de la force brutale et de la violence aveugle pour massacrer le peuple. Cette milice est financée par les pays du Golfe et par l'Union Européenne et fait planer le danger d'une guerre civile immédiate au Soudan.

SUDFA

Petit média participatif franco-soudanais

P.-S.

- « Les Janjawids au pouvoir ». MEDIAPART : LE BLOG DE SUDFA ; 10 JUIN 2019 : <https://blogs.mediapart.fr/sudfa/blog/100619/les-janjawids-au-pouvoir>
 - Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.
-

Notes

- [1] <https://twitter.com/HElmadani/status/1136052278723579905>
- [2] https://twitter.com/Qu____Qu/status/1133530395696357378
- [3] <https://www.files.ethz.ch/isn/92130/080606PBChinaArmsTrade.pdf>
- [4] <https://www.humanrightsfirst.org/wp-content/uploads/pdf/080311-cah-arms-sales-fact-sheet.pdf>
- [5] <https://twitter.com/TV5MONDEINFO/status/1137049252708978688>
- [6] <https://www.lacimade.org/wp-content/uploads/2017/10/Externalisation-UE-Soudan.pdf>
- [7] <https://enoughproject.org/reports/border-control-hell-how-eus-migration-partnership-legitimizes-sudans-militia-state>
- [8] <https://orientxxi.info/magazine/enquete-sur-les-derives-de-l-aide-europeenne-au-soudan,2298>
- [9] <https://twitter.com/ThomasVLinge/status/1136030550861471744>
- [10] <https://twitter.com/Alenmoh/status/1136008085150097408>